



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Date : 06 novembre 2021

Objet : **No. 001/FY22/GEF/GCM – réaliser l'audit financier des partenaires d'exécution du projet**

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « **Conservation and Sustainable Use of Biological Diversity in the Northwestern Landscape (Boeny region) (CI-GEF 9606)** », Conservation internationale (CI), sise au Lot II W 27 D Rue Vittori François Ankorahotra – Antananarivo, lance le dossier d'appel d'offres aux cabinets qualifiés pour réaliser l'audit financier des partenaires d'exécution du projet.

Le dossier d'appel d'offres ci-joint contient toutes les informations nécessaires à la consultation.

Les soumissionnaires intéressés peuvent soumettre leurs propositions techniques et financières en version numérique à l'adresse email : infos.cimadagascar@moov.mg avec la mention « **AUDIT FINANCIER DES PARTENAIRES D'EXECUTION, PROJET GEF 6 BOENY** » en objet du mail **ET** en version physique à l'adresse : Conservation internationale (CI), sise au Lot II W 27 D Rue Vittori François Ankorahotra – Antananarivo, au plus tard le **29 novembre 2021** à dix-sept heures (17h) portant la référence « **AUDIT FINANCIER DES PARTENAIRES D'EXECUTION, PROJET GEF 6 BOENY** ».

Toutes les demandes d'informations sur l'appel d'offres sont à envoyer à l'adresse e-mail infos.cimadagascar@moov.mg au plus tard le 22 novembre 2021 à dix-sept heures (17h).

Tous les candidats doivent appliquer les règles d'éthique professionnelle les plus strictes lors de la préparation et de la soumission de leurs propositions. S'il est sélectionné, il doit exécuter les prestations conformément au code d'éthique de CI.

La réputation de Conversation Internationale (CI) découle de notre attachement à nos valeurs fondamentales : intégrité, respect, courage, optimisme, passion et travail d'équipe. Le code de déontologie de CI (le "code") fournit aux employés de CI, aux fournisseurs de services, aux experts, aux stagiaires et aux bénévoles des conseils sur la mise en pratique des valeurs fondamentales de CI et définit des normes minimales de conduite d'éthiques que toutes les parties doivent respecter.

Pour être recevable, tous les candidats doivent signer une déclaration de transparence, d'intégrité, de responsabilité environnementale et sociale.

Toute violation du code de déontologie et de l'intégrité du processus de passation de marchés ainsi que de tous les documents doivent être signalés à CI via son service d'assistance en matière d'éthique à l'adresse www.ci.ethicspoint.com.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Numéro de l'appel d'offres : No. 001/FY22/GEF/GCM

Le recrutement d'un cabinet national pour :
Réaliser l'audit financier des partenaires d'exécution du projet.

Entité contractante :
Conservation International/GEF-6

Financement en vertu de la Conservation et utilisation durable de la diversité biologique dans le paysage du Nord-Ouest (région Boeny) – Madagascar.

Section I. Instructions et directives générales

- 1- Introduction
- 2- Instruction aux soumissionnaires
- 3- Calendrier de soumission
- 4- Evaluation des propositions et attribution du contrat

Section II. Spécifications

Termes de références

Section III. Normes d'approvisionnement et de contrat

Modèle d'Engagement du candidat en matière de transparence, d'intégrité, de responsabilité environnementale et sociale

Section I. Instructions et directives générales

1- Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « **Conservation and Sustainable Use of Biological Diversity in the Northwestern Landscape (Boeny region) (CI-GEF 9606)** », Conservation International sollicite les cabinets d'audit pour réaliser l'audit financier des partenaires d'exécution du projet.

2- Instructions aux soumissionnaires

a) Date limite de soumission

Les dossiers de soumission doivent contenir une proposition technique et une proposition financière à envoyer en version numérique à l'adresse email suivante : infos.cimadagascar@moov.mg **ET** en version physique à l'adresse : Conservation internationale (CI), sise au Lot II W 27 D Rue Vittori François Ankorahotra – Antananarivo, au plus tard le 29 novembre 2021 à dix-sept heures (17h) portant la référence « **AUDIT FINANCIER DES PARTENAIRES D'EXECUTION, PROJET GEF 6 BOENY** ».

Tous les dossiers reçus après la date et l'heure indiquées sont irrecevables et rejetés.

b) Demande d'éclaircissement

Les soumissionnaires intéressés peuvent soumettre leurs questions à l'adresse e-mail suivante infos.cimadagascar@moov.mg au plus tard le 22 novembre 2021 à dix-sept heures (17h). Toutes les questions et réponses seront transférées par CI à tous soumissionnaires ayant fait la demande du présent dossier.

c) Exigences aux dossiers de soumission :

Toutes les propositions doivent être soumises en un seul volume, composées de :

- La proposition technique
- La proposition financière, et
- L'engagement du soumissionnaire en matière de transparence, d'intégrité, de responsabilité environnementale et sociale.

Le présent dossier d'appel d'offres n'oblige pas la CI à exécuter un contrat ni à lui engager à payer les frais pour la préparation ou la soumission des propositions. En outre, CI se réserve le droit de rejeter toute proposition, si une telle action est considérée comme étant dans le meilleur intérêt de CI.

i. Proposition technique

La proposition technique doit comprendre les parties suivantes :

- Partie 1 : l'approche technique, la méthodologie et le plan de travail détaillé. La proposition technique doit décrire en détail l'approche proposée par le soumissionnaire pour l'exécution des exigences décrites à la Section II : Spécifications - les termes de référence. Elle doit démontrer une compréhension claire des tâches à entreprendre et des responsabilités de toutes les parties concernées. Le soumissionnaire doit inclure dans la proposition technique le personnel à affecter pour chaque tâche et définir les missions à lui confier, le moyen matériel à utiliser pour exécuter les services requis.
- Partie 2 : la gestion et l'organisation de l'intervention du personnel clé. Tous les curriculums vitae du personnel clé doivent être joints en annexe de la proposition technique. Les CV doivent démontrer les qualifications de haut niveau pour effectuer la prestation décrite. Chaque personnel doit avoir cinq (5) ans d'expériences au minimum dans le domaine d'audit financier, en particulier l'audit de projets environnementaux et/ou de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux.
- Partie 3 : la performance et les expériences similaires du soumissionnaire avec trois références de clients. Veuillez inclure les descriptions des projets ou missions similaires antérieures.

ii. La proposition financière :

Les soumissionnaires doivent présenter leur proposition suivant le modèle « budget détaillé » stipulé dans les sections ii.1. La durée de validité de la proposition financière est fixée à **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date de remise de soumission. La proposition de coût détaillé sert à déterminer les propositions les plus avantageuses et sera la base de négociation pour l'attribution du contrat. Le coût proposé doit inclure tous les bénéfices, les frais et les taxes afférents. Les coûts supplémentaires ne peuvent pas être inclus après l'attribution. Les révisions aux coûts proposés ne peuvent être apportées après la soumission, à moins que CI ne le demande expressément si la proposition du soumissionnaire est acceptée.

Néanmoins, les soumissionnaires doivent fournir un budget détaillé indiquant les principaux postes de dépenses et toutes les rubriques entrant dans la mission. Ainsi, les offres doivent indiquer les prix unitaires, les quantités et le montant total. Toutes les informations de coût doivent être libellées en **ARIARY**.

Les soumissionnaires doivent fournir les informations justifiant les détails de chaque élément de coût ou du poste aux fins d'une analyse complète. CI se réserve le droit de demander des informations supplémentaires sur les coûts si le comité d'évaluation a des doutes quant au caractère raisonnable ou à l'exhaustivité de la proposition financière du soumissionnaire.

La proposition financière doit être présentée avec l'en-tête, la signature ainsi que les coordonnées fiscales du consultant. A défaut des coordonnées fiscales, il faut qu'il y ait l'adresse physique.

ii.1 Budget détaillé :

Description du service	Unité	Quantité	Taux journalier	Montant total
TOTAL				

3- Calendrier de soumission

Le calendrier suivant résume les dates importantes du processus d'appel d'offres. Les soumissionnaires doivent respecter strictement ces délais :

Date de publication : 06, 08 et 10 novembre 2021

Date limite pour les questions écrites : 22 novembre 2021

Date limite de soumission : 29 novembre 2021 à 17 heures

Les dates suscitées peuvent être modifiées à la seule discrétion de CI. Tout changement sera communiqué à tous les soumissionnaires intéressés et sera publié dans les journaux locaux.

4- Evaluation des propositions et base d'attribution du contrat

Le contrat sera attribué au soumissionnaire dont la proposition satisfait au mieux l'ensemble des critères d'évaluation (qualité et prix) énoncés ci-dessous, répond aux exigences en matière de capacité technique et à la partie financière jugée la plus avantageuse pour CI

Evaluation criteria	points
<u>Expérience confirmée dans</u>	
(i) Performance et expérience antérieures	20
(ii) - Qualification de l'équipe d'audit	20
(iii) - Méthodologie et calendrier	20
(iv) - Marquage (Offre financière)	
Expertise technique pertinente. De fortes compétences rédactionnelles sont un prérequis.	20
<u>Capacité à fournir des produits de travail dans les délais impartis</u>	10
	90
<u>Budget approprié</u>	
Démontrant une allocation appropriée des jours de travail par rapport aux tâches et aux produits livrables ; des taux journaliers de consultants appropriés par rapport aux qualifications ; d'autres coûts directs appropriés par rapport à l'étendue du travail ; et la rentabilité globale.	10
	10
TOTAL	100



Section II. Spécifications

TERMES DE REFERENCE

REQUEST FOR PROPOSALS

RFP No. 001/FY22/GEF/GCM

Audit consultancy:	Conservation and Sustainable Use of Biological Diversity in the Northwestern Landscape (Boeny region) (CI-GEF 9606)																												
Audit Location:	Antananarivo - Mahajanga																												
Application Deadline:	29 th November, 2021																												
Expertise Required:	Audit firms with international experience in auditing local registered NGOS granted to implement public funded projects such GEF, GCF and USAID																												
Expected Duration of Assignment:	Work to commence on 08 th December 2021 Preliminary Report to be submitted by 15 th December 2021 Final Audit report to be submitted on 12 th January 2022 CI reserves the right to not make any awards or contracts or modify the timing of deliverables at its sole discretion.																												
Request for Proposals:	This is a request for proposal only and in no way, obligates CI- Madagascar to award a contract. In the event of contract negotiation with a successful offeror(s), CI-Madagascar will use a service agreement. Additional Prime Donor Terms and General Conditions will be added to the contract once funding is awarded.																												
Grant details Value:	Project duration 15 th April 2019 – 31 st December 2023, Audit period (1 st February 2020- 30 th June 2021) Project value :																												
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Grantees</th> <th>Amount disbursed till June 30, 2021</th> <th>Cumulative expenditures (to June 30, 2021)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DELIC</td> <td>95,163,087.00</td> <td>94,198,040.00</td> </tr> <tr> <td>DIREDD</td> <td>227,689,556.00</td> <td>197,988,880.00</td> </tr> <tr> <td>DPRIDDD</td> <td>202,525,891.00</td> <td>115,774,636.27</td> </tr> <tr> <td>DAPRNE</td> <td>211,271,245.00</td> <td>32,204,800.00</td> </tr> <tr> <td>MNP/AKF</td> <td>245,837,764.00</td> <td>171,263,000.00</td> </tr> <tr> <td>MNP/BBL</td> <td>216,781,167.83</td> <td>111,308,120.00</td> </tr> <tr> <td>MNHN/ANTREMA</td> <td>397,913,849.00</td> <td>310,278,751.72</td> </tr> <tr> <td>ASITY/CMK</td> <td>366,054,977.00</td> <td>363,930,951.00</td> </tr> </tbody> </table>		Grantees	Amount disbursed till June 30, 2021	Cumulative expenditures (to June 30, 2021)	DELIC	95,163,087.00	94,198,040.00	DIREDD	227,689,556.00	197,988,880.00	DPRIDDD	202,525,891.00	115,774,636.27	DAPRNE	211,271,245.00	32,204,800.00	MNP/AKF	245,837,764.00	171,263,000.00	MNP/BBL	216,781,167.83	111,308,120.00	MNHN/ANTREMA	397,913,849.00	310,278,751.72	ASITY/CMK	366,054,977.00	363,930,951.00
Grantees	Amount disbursed till June 30, 2021	Cumulative expenditures (to June 30, 2021)																											
DELIC	95,163,087.00	94,198,040.00																											
DIREDD	227,689,556.00	197,988,880.00																											
DPRIDDD	202,525,891.00	115,774,636.27																											
DAPRNE	211,271,245.00	32,204,800.00																											
MNP/AKF	245,837,764.00	171,263,000.00																											
MNP/BBL	216,781,167.83	111,308,120.00																											
MNHN/ANTREMA	397,913,849.00	310,278,751.72																											
ASITY/CMK	366,054,977.00	363,930,951.00																											
Submission Email Contact Person for Inquiries (Written inquiries only)	<p>Proposal submissions to be submitted by 5pm on 29th November 2021 to infos.cimadagascar@moov.mg ; lrakotomalala@conservation.org; mandrianarisata@conservation.org.</p> <p>Point of contact: the point of contact for this solicitation is Ms. Joelle Rakotomalala (infos.cimadagascar@moov.mg). Last day to receive inquiries relating to the RFP is 5pm 22th November 2021.</p>																												

1. GENERAL BACKGROUND

Conservation International (CI) is a non-profit public charity conservation organization, set up in 1987, with headquarters in Arlington, Virginia. It is one of the largest conservation organizations headquartered in the US, with close to 1,000 employees worldwide. Its vision is to protect nature, and its biodiversity, for the benefit of humanity.

CI Madagascar, is soliciting proposals from eligible and interested Audit firms to undertake a financial audit of our seven (7) Grantees, local Non-government and government organization based in **Madagascar**.

Conserving Sustainable Use of Biological Diversity in the Northwestern Landscape (Boeny Region) – GEF PROJECT ID 9606

On 15th April 2019, the Global Environment Facility (GEF) Secretariat approved a project “Conserving Sustainable Use of Biological Diversity in the Northwestern Landscape (Boeny Region) – GEF PROJECT ID 9606”. The project is being executed by Seven (7) grantees namely: -

1. Direction des Aires Protégées, des Ressources Naturelles renouvelables et des Ecosystèmes operating in Antananarivo region,
2. Direction Inter-Régionale de l’Environnement et du Développement Durable Boeny Betsiboka operating in Mahajanga region,
3. Direction de la Promotion de la Recherche et de l’Intégration de la Dimension du Développement Durable operating in Antananarivo region,
4. Asity Madagascar operating in Antananarivo region,
5. Development & Environmental Law Center Mizana Maitso operating in Mahajanga region,
6. Madagascar National Parks operating in Antananarivo region,
7. Identi'terre operating in Antananarivo region.

2. OBJECTIVES

The objective of the project financial audit is to enable the auditor to express a professional opinion on the financial position of the project based on funds received and expenses reported.

The audit will cover the expenses reported from the **1st February 2020 to 30th June 2021** (‘Audit Period’)

3. TERMS OF REFERENCE (TOR)

The audit will be carried out in accordance with International Standards on Auditing as published by the International Auditing and Assurance Standards Board of the International Federation of Accountants, with special reference to ISA 800 (Auditor’s Report on Special Purpose Audit Engagements) and will include such tests and controls, as the auditor considers necessary under the circumstances. The auditor must bear in mind, that for the establishment of the audit opinion, s/he has to carry out a compliance audit and not a normal statutory audit.

The preparation of the annual financial report is the responsibility of the Grantee. The financial information has to be established in accordance with consistently applied Accounting Standards and the underlying grant agreement.

In conducting the audit, special attention should be paid to the following:

- a. All the funds have been used in accordance with the conditions of the relevant financing agreement, with due attention to economy and efficiency, and only for the purposes for which the financing was provided.
- b. Counterpart funds have been provided and used in accordance with the relevant financing agreements, with due attention to economy and efficiency, and only for the purposes for which they were provided;
- c. The payments out of the project funds have been made in accordance with the conditions of the agreement. Where ineligible expenditures are identified, these should be noted separately.
- d. Goods and services financed have been procured in accordance with the relevant agreement and the CI-GEF Project Agency procurement guidelines;
- e. All necessary supporting documents, records, and accounts have been kept in respect of all project ventures including expenditures reported. Clear linkages should exist between the accounting books of the Grantee, the cash requests and reports presented to Conservation International.
- f. The project accounts have been prepared in accordance with consistently applied International Accounting Standards and give a true and fair view of the financial situation of the project at (date) and of resources and expenditures for the year ended on that date.
- g. All equipment purchased directly with grant funds or/and donated by Conservation International are properly registered. The location, responsible party for each piece and condition of these equipment are known and documented. And all of them are used only for approved project purposes.

4. REPORTS

The audit report and management letter should be received by CI Madagascar no later than **12th January 2022**. The audit report will include all aspects specified in the preceding paragraph ("Scope").

In this/these report the auditor shall also appraise and quantify the consequences of specific deficiencies, if any.

In addition to the audit report, the auditor will prepare a "**management letter**", in which the auditor will:

- (a) give comments and observations on the accounting records, systems, and controls that were examined during the audit (as far as necessary for the understanding of the financial reports);
- (b) identify specific deficiencies and areas of weakness in systems and controls that have come to the auditor's attention, especially with regards to procurement and payment, and make recommendations for their improvement;
- (c) report on the degree of compliance of each of the financial covenants on the financing agreement and give comments, if any, on the internal and external matters affecting such compliance;

- (d) report on action taken by the management of the Grantee to make improvements with respect to deficiencies and areas of weakness reported in the past
- (e) communicate matters that have come to attention during the audit which might have a significant impact on the implementation of the project; and
- (f) bring to the attention of Conservation International any other matters that the auditors consider pertinent.

GENERAL

The auditor should be given access to all legal documents, correspondence, and any other information associated with the project and deemed necessary by the auditor.

These terms of reference will remain effective for future years unless it is terminated, amended or superseded.

5. FORM FOR SUBMITTING SERVICE PROVIDER'S PROPOSAL

(This Form must be submitted only using the Service Provider's Official Letterhead/Stationery)

Location, Date

To:

Dear:

We, the undersigned, hereby offer to render the following services to Conservation International Foundation in conformity with the requirements defined in the RFP dated 04th November 2021, and all of its attachments, as well as the provisions of the CI General Contract Terms and Conditions:

A. Qualifications of the Service Provider

The Service Provider must describe and explain how and why they are the best entity that can deliver the requirements of CI by indicating the following:

- a. Profile – describing the nature of business, field of expertise, licenses, certifications, accreditations;*
- b. Business Licenses – Registration Papers, Tax Payment Certification, etc.*
- c. Latest Audited Financial Statement – income statement and balance sheet to indicate its financial stability, liquidity, credit standing, and market reputation, etc.;*
- d. Track Record – list of clients for similar services as those required by CI, indicating description of contract scope, contract duration, contract value, contact references;*
- e. Certificates and Accreditation – including Quality Certificates, Patent Registrations, Environmental Sustainability Certificates, etc.*
- f. Written Self-Declaration that the company is not in the UN Security Council 1267/1989 List, UN Procurement Division List or Other UN Ineligibility List.*

B. Proposed Methodology for the Completion of Services

The Service Provider must describe how it will address/deliver the demands of the RFP; providing a detailed description of the essential performance characteristics, reporting conditions and quality assurance mechanisms that will be put in place, while demonstrating that the proposed methodology will be appropriate to the local conditions and context of the work.

C. Qualifications of Key Personnel

If required by the RFP, the Service Provider must provide:

- a. Names and qualifications of the key personnel that will perform the services indicating who is Team Leader, who are supporting, etc.;*
- b. CVs demonstrating qualifications must be submitted if required by the RFP; and*
- c. Written confirmation from each personnel that they are available for the entire duration of the contract.*

D. Cost Breakdown per Deliverable (In Ariary)

Personnel Designation/Title	No. of Personnel	No. of work days	No. of work days	Daily rate Total fees
Principal Auditor				
Audit Manager				
Audit Senior				
Audit Junior				
Sub-totals		xxx days		yyy
Applicable taxes				
Cost-reimbursable items				
Total fees proposed				

Budget Justification: a budget narrative must accompany the budget spreadsheet, justifying proposed costs.

6. LOCATION OF TASK/APPLICABLE TRIPS

The work will be carried out in **Madagascar** in project regions as indicated in section 1 above, “General Background”.

7. INSTRUCTIONS FOR SUBMISSION OF OFFERS

Point of contact: the point of contact for this solicitation is Ms. Joelle Rakotomalala

(infos.cimadagascar@moov.mg)

Proposal submissions to be submitted by 5pm on **29th November 2021** to
infos.cimadagascar@moov.mg ; lrakotomalala@conservation.org;
mandrianarisata@conservation.org.

- **Right of award:** CI Madagascar may reject any or all bids that are not responsive to the Scope of Work.
- **Language:** proposals must be submitted in English.
- **Deadline for Submission:** The deadline for submission of full RFP is 25th **November 2021**
- **Currency:** proposals should be budgeted in Malagasy Ariary. Payment will be made in Malagasy Ariary.
- **Cover and signature:** applicants should submit their proposals with a cover letter signed by an authorized representative of the applicant.
- **Resumes:** proposals should include the resume of all named personnel corresponding to the tasks listed in item 6 above.
- **Timeline:** proposals should include a work plan with detailed activities per deliverables indicated above.

8. EVALUATION AND SELECTION CRITERIA

CI will evaluate proposals based on the following criteria:

Criterion	Points
Demonstrated experience in	
(i) • Past Performance and Experience	20
(ii) • Audit Team Qualification	20
(iii) • Methodology & Timeline	20
(iv) • Marking (Financial Offer)	
Relevant technical expertise. Strong writing skills a pre-requisite.	20
Appropriate budget, demonstrating appropriate allocation of labour days in relation to tasks and deliverables; appropriate consultant daily rates in relation to qualifications; appropriate other direct costs in relation to the scope of work; and overall cost effectiveness.	10
Ability to deliver timely work products against deadlines	10
Total	100

Section III. Normes d'approvisionnement et de contrat

Engagement du candidat en matière de transparence, d'intégrité, de responsabilité environnementale et sociale.

Dossier d'appel d'offres : **No. 001/FY22/GEF/GCM**

Objet : **réaliser l'audit financier des partenaires d'exécution du projet**

Tous les candidats s'engagent à appliquer les normes de conduite les plus élevées en préparant, en soumettant leurs offres. Et, s'ils sont sélectionnés, ils se chargeront éventuellement des travaux spécifiés lesquels se conforment au code d'éthique de CI.

CI s'appuie sur l'intégrité personnelle, le bon jugement et le bon sens de tous les tierces parties agissant à son nom ou fournissant des services à l'organisation pour traiter des problèmes qui ne sont pas expressément traités par le Code ou comme indiqué ci-dessous/

1- En conformité avec le code d'éthique, nous certifions que :

- a) Nous comprenons et acceptons que CI ainsi ses partenaires contractuels, ses bénéficiaires et les autres parties avec lesquelles nous travaillons sont tenus de s'engager à respecter les normes les plus élevées de transparence, d'équité et d'intégrité en matière de la passation de marchés.

2- En conformité avec le respect des normes sociales et environnementales, nous certifions que :

- a) Nous nous engageons à respecter les normes élevées d'éthique et d'intégrité ainsi que toutes les lois applicables dans l'ensemble de nos opérations, y compris l'interdiction des actions en rapport avec le Trafic des personnes, le travail des enfants, le travail forcé, les abus sexuels, l'exploitation ou le harcèlement. Nous respectons les droits de l'homme internationalement proclamés et ne prenons aucune mesure qui contribue à la violation des droits de l'homme. Nous protégeons ceux qui sont les plus vulnérables aux violations de leurs droits et des écosystèmes qui les soutiennent.
- b) Nous respectons et appliquons pleinement les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale, y compris les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, conformément aux lois et règlements applicables au pays où le contrat doit être exécuté.

3- Pour ce qui est de notre éligibilité et notre conduite professionnelle, nous certifions que :

- a) Nous ne sommes pas et aucun de nos affiliés (membres, employés, sous-traitants et consultants) en état de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de cessation d'activité ou de faute professionnelle grave telle que déterminée par un Organisme de réglementation responsable d'octroi de licences et/ou de la réglementation des activités du candidat.
- b) Nous n'avons pas commis et nous ne livrerons pas à des actes criminels ou frauduleux. Nous n'avons pas été condamnés au cours des cinq dernières années par un jugement définitif pour des infractions telles que la fraude ou la corruption, le blanchiment d'argent ou la faute professionnelle.

- c) Nous n'avons pas été impliqués dans la rédaction ou la recommandation de l'étendue technique de ce document de sollicitation.
- d) Nous ne sommes pas engagés dans aucune collusion ou fixation de prix avec d'autres candidats.
- e) Nous n'avons pas fait de promesses, d'offres ou de subventions, directement ou indirectement, à des employés de CI impliqués dans cette acquisition, ou à un fonctionnaire du gouvernement en relation avec le contrat à exécuter, dans l'intention d'influencer indûment une décision ou de recevoir un avantage indu.
- f) Nous avons pris aucune mesure et ne prendrons aucune mesure pour limiter ou restreindre l'accès d'autres entreprises, d'organisation ou d'individus à participer au processus d'appel d'offres lancé par CI.
- g) Nous avons rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou des impôts conformément aux dispositions en vigueur du pays où le contrat doit être exécuté.
- h) Nous n'avons pas fourni et prendrons toutes les mesures raisonnables pour nous assurer que nous ne fournissons pas et n'octroierons sciemment un soutien matériel ou de ressources à toute personne ou entité qui commet, tente de commettre, préconise, facilite ou participe à des actes terroristes, ou a commis, tenté de commettre, faciliter ou participer à des actes terroristes, et nous nous conformons à toutes les lois applicables en matière de financement antiterroriste et de blanchiment d'argent (y compris USA Patriot Act et Us Executive Order 13224).
- i) Nous certifions que ni nous ni nos administrateurs, dirigeants, personnels clés ou bénéficiaires effectifs ne sommes inclus dans une liste de sanctions financières ou économiques, d'exclusion ou de suspension adoptées par les Etats-Unis, les Nations Unies, l'Union Européenne, la Banque Mondiale ou les Services généraux de la liste de l'administration des parties exclues des programmes d'approvisionnement fédéral ou de non-approvisionnement conformément aux OCOM 12549 et 12689 " exclusion et suspension".

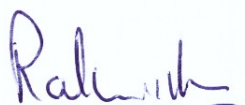
Nom :

Signature :

Titre :

Date :

Antananarivo le, 06 novembre 2021



Léa RAKOTOMALALA
Senior Director, Operations